

Prométhée

numéro 93
mars 2013

journal communiste
militant pour la construction du parti pour le socialisme



Rencontres internationales d'Athènes



Les 1, 2 et 3 mars 2013 se sont tenues à Athènes des rencontres internationales co-organisées par Rproject-gr (où s'expriment et se regroupent des forces de l'aile radicale et anticapitaliste de Syriza : DEA, Kokkino, Apo) et le Mouvement pour

le socialisme (MPS Suisse). Ont participé à ces rencontres outre des militants et personnalités de divers pays d'Europe et du monde, des délégations de Chypre, d'Italie, de l'Etat espagnol, du Portugal, de France (dont le NPA avec la présence d'Olivier Besancenot), des USA.

Les échanges ont été très riches et nous n'abordons ici qu'une partie limitée de ces travaux, concernant plus particulièrement la Grèce sans prétendre en rendre compte de façon complète.

Enfin, nous publions l'introduction des rencontres par Sotiris Martalis au nom de DEA.

Grèce : Une situation économique dramatique

Bref tableau économique et social de la Grèce sous domination de la Troïka (Commission européenne, FMI, Banque centrale européenne) : salaire minimum à 510 €/mois; diminution drastique des salaires et des retraites; 30% de chômeurs; 6 ans de récession; une chute de 25% du PIB; une dette qui augmente toujours; privatisations massives; hausse des impôts et des taxes.

Les solutions néo-libérales appliquées brutalement en Grèce (en œuvre cependant à des nuances près dans toute la zone euro) engendrent une véritable paupérisation des masses populaires. En Grèce se manifeste une résistance populaire importante tant au niveau des actions syndicales (29 journées de grève « générale » - en fait « journées d'action » - en 3 ans) qu'au niveau de l'intervention citoyenne avec le mouvement dit « des places » (comparable aux indignés de l'Etat espagnol) ou quelques mouvements d'autogestion dans certaines entreprises, de solidarité pour la survie ou encore de contestation comme celui intitulé « *Je ne dois rien, Je ne paye pas* ». Cependant selon ces camarades on ne peut pas parler de conseils, pas même de structures hybrides. La situation ne rappelle même pas non plus les années 1970 en Grèce quand se sont constitués des syndicats nouveaux. Mais cette résistance se heurte à la mise en place des mémorandums par les gouvernements grecs successifs, qui creuse chaque fois plus le gouffre où s'enfoncé l'ensemble de la société. La tension se concentre contre

l'obstacle, le gouvernement aux ordres du capital.

Pour un gouvernement de gauche

Pour Syriza, cette situation tend vers le moment où la classe dominante ne peut plus diriger comme avant et où la classe ouvrière ne peut plus supporter. A partir de ce point de vue, Syriza considère que la résistance populaire ne peut plus se réduire à l'action syndicale, mais qu'elle nécessite un mouvement socio-politique. En effet, pour protéger les salaires, les retraites, ou les hôpitaux publics ou l'ensemble des services publics, pour répondre aux besoins élémentaires, il faut renverser le gouvernement. Pour Syriza, leur résultat électoral de juin 2012, alors qu'ils sont plus faibles que le KKE, réside dans le fait qu'ils ont relevé le défi et clairement posé la perspective d'un changement radical avec un « *gouvernement de gauche* » qui refuse l'application du mémorandum de la Troïka. (Remarque importante : les Grecs utilisent le mot gauche pour désigner tout ce qui est à gauche de la social démocratie, comme d'ailleurs en Amérique latine).

La dynamique qui s'est exprimée dans les élections c'est que les votants ont cherché à renverser le gouvernement en votant pour eux-mêmes. Pour la classe dominante la perspective d'un gouvernement de gauche c'est la panique. C'est une perspective anormale par rapport à l'histoire du pays et elle n'a aucune confiance dans la direction de Syriza pour contenir les choses; elle n'a pas peur de Syriza; elle a peur du processus d'ensemble que peut ouvrir d'une telle perspective. Une précision concernant ce « *gouvernement de gauche* » : ce n'est pas quelque chose que la bourgeoisie peut accepter comme en 1981 en France. C'est un point de départ pour stimuler l'intervention de la classe ouvrière dans une perspective socialiste. D'autre part, Syriza considère que leur résultat électoral a, également, été rendu possible parce que pour le KKE et Antartzia on ne pouvait pas changer la situation maintenant, la classe ouvrière n'étant pas prête à affronter la politique imposée par les mémorandums. Ils se sont, donc, retrouvés à côté des besoins de la période.

Deux objections au gouvernement de gauche

La question du gouvernement de gauche suscite deux grands types d'objections majeures venant de deux côtés différents : d'une part un tel gouvernement n'aurait pas « *une assise assez large* » ce qui conduirait inévitablement à l'échec et d'autre part un « *gouvernement de gauche* » finirait tôt ou tard par gérer le capitalisme.

La première objection consiste à prendre la voie de la concession au capital car il n'existe aucune force politique susceptible de s'allier à la gauche. La seconde objection fait l'im-

passer sur les objectifs de la transition et du besoin immédiat de faire tomber les murs pour ouvrir un chemin à l'intervention du mouvement ouvrier et populaire. Certes reconnaissent les organisateurs il y a une part de vérité dans la seconde objection mais l'expérience historique doit permettre de les surmonter.

La carte de l'autoritarisme et l'usage d'Aube dorée

Pour Syriza, qui subit une campagne médiatique hostile de masse nationale et internationale, il existe des risques de réactions brutales en utilisant les néo-nazis de l'Aube dorée. Pour l'instant le gouvernement de droite de Samaras tente de tenir jusqu'à la fin de l'année avec une coalition hétérogène, hétérogène aussi dans chacune de ses composantes et éviter au maximum de nouvelles élections rapprochées. Ils espèrent sortir de la crise et pouvoir réorganiser un parti européen en mettant, comme en Italie en 1947/48, tout le camp en faveur de la bourgeoisie dans un même parti qui leur permettrait de gagner les élections futures. Mais si le gouvernement est contraint d'adopter une nouvelle vague de coupes dans les salaires et les retraites, peut-il survivre ? En même temps il s'est engagé dans un comportement autoritaire prenant de nombreuses décisions en dehors du parlement.

La question d'une transition anticapitaliste

La question centrale c'est de répondre à ce vers quoi tend toute la situation : il faut un gouvernement de gauche. Concernant le programme beaucoup de choses ont été dites. Mais manifestement la discussion se poursuit dans Syriza. Les mesures que prendrait un gouvernement de gauche doivent être celles qui sont avancées dans les secteurs en lutte et exposé comme l'illustration d'une méthode pour une bataille politique dans tous les secteurs. Il n'y a pas eu un exposé détaillé centré sur l'analyse ou la rédaction du programme. Il apparaît que le gouvernement de gauche (dont la formation est proposée rappelez-le au KKE et à Antaryza) mettrait en oeuvre :

- Supprimer les mémorandums et les mesures d'austérité
- Pas un sacrifice au nom de l'Euro
- Augmenter les salaires et les retraites au niveau où ils étaient il y a trois ans
- Revenir sur toutes les privatisations et engager les renationalisations (le Port etc...)
- Défendre et financer seulement l'école publique
- Refuser de payer les intérêts de la dette, exiger la radiation de la dette, engager la taxation du capital (qui ne paye presque pas d'impôts), arrêter les dépenses d'armement
- Réaliser la nationalisation du crédit en une seule banque nationale publique

Comme l'a dit le premier intervenant (dirigeant de DEA) et c'était la préoccupation des intervenants grecs: « *On peut dire que c'est un programme limité. Or il s'agit d'un programme de transition concret vers une transition socialisante.* ». L'ouverture de cette dynamique exige une bataille politique car la situation exerce une forte pression sur la direction de Syriza.

Les débats internes à Syriza

Il y a dans Syriza une tendance de « droite » dirigée par un économiste relativement connu qui compte 2 à 3% des voix du parti mais qui tire sa force de ses liens avec des secteurs du capital. Cette tendance est quand même à gauche de la « gauche » gouvernementale en Europe. Le « Centre » est la

tendance la plus forte dont des secteurs cherchent une ouverture vers Dimar (qui ont quitté Syriza et sont politiquement au centre gauche). Mais ce tournant n'est pas consolidé et tout est en mouvement au sein de Syriza car il existe aussi une gauche qui va bien au-delà des 25 % obtenus lors des dernières élections internes et qui est en phase avec ce que pensent les gens. D'après les organisateurs membres du « bloc de gauche » de Syriza qui a obtenu ces 25% et qui étaient les organisateurs de ces journées de mars auxquelles ont assisté la plupart des courants dans Syriza, il n'est pas possible d'attendre ce que fera le centre, il faut faire pression et combattre sérieusement dans Syriza, C'est dans ce sens qu'ils viennent de présenter une liste face à la direction alors que d'autres secteurs de la gauche révolutionnaire ont préféré une position moins offensive. Il faut insister sur les luttes et pas attendre les résultats électoraux, il faut mettre sur la table la question du gouvernement donc du pouvoir. Les camarades ouvrent la discussion dans Syriza comme ils l'ont fait dans ces journées: Pour eux ce gouvernement est un point de départ pour stimuler une mobilisation des travailleurs vers une transition socialiste.

Un intervenant de DEA ajoute que Syriza n'est pas une force politique comme les autres, et s'il faut se garder de toute démagogie il convient de prendre des engagements fermes et de s'y tenir. Le même considère qu'il est temps de cesser d'être à la traîne des directions syndicales.

Interventions dans le mouvement social

Ces polémiques seront illustrées dans le débat sur le mouvement syndical. En Grèce les syndicats sont directement sous domination de partis politiques (KKE, PASOK) et ils sont divisés en deux confédérations l'une dans le privé l'autre dans le public. Les branches professionnelles des fédérations ont une tendance lourde à ne défendre que les salariés en contrat à durée indéterminée avec conventions collectives (même si ces dernières sont réduites de plus en plus). Alors que se développe le chômage de masse, la précarité et les sociétés de location de personnel, ces travailleurs se retrouvent donc hors du champ syndical organisé. Situation qui favorise grandement la politique gouvernementale qui agresse les branches professionnelles les unes après les autres.

Pour les divers intervenants il est urgent de rompre avec le respect du légalisme dans les syndicats. Si le syndicat est un besoin vital pour que les travailleurs se fédèrent, le syndicat doit correspondre aux formes que prend le travail ou l'absence de travail. D'autre part l'intervention dans les autres formes de mouvements sociaux doit se développer pour tendre vers ce mouvement social et politique évoqué plus haut. Ces mouvements sont (liste non limitative) : mouvement des places qui, comme dans l'Etat espagnol, s'est délocalisé dans les quartiers; les entreprises en autogestion; les actions anti-corruption ou encore celles rétablissant l'électricité pour les familles à qui elle a été coupée.

Épilogue

La gauche radicale et anticapitaliste doit s'engager dans une démarche internationale qui dépasse le stade de la nécessaire solidarité face à l'agression des forces du capital. Ce qui a traversé ces rencontres c'est l'exigence d'un travail commun avec un objectif commun : mettre un terme à la catastrophe capitaliste et ouvrir la perspective socialiste.

Emile Fabrol & Jean Puyade

Introduction de Sotiris Martalis

Je vous adresse les salutations fraternelles de DEA, Organisation de la gauche ouvrière internationaliste, faisant partie de SYRIZA. Je voudrais commencer par clarifier un point: je n'entends pas, par ma contribution, fournir une «solution modèle» à la question desdits partis larges. Je vais tenter, avec le peu de temps dont je dispose, de décrire les difficultés auxquelles nous faisons face et les manières dont nous y répondons en choisissant de le faire dans SYRIZA.

Voici donc les six points que je désire mettre en relief

1° SYRIZA a une histoire ancienne de plus d'une décennie. Sa fondation, en 2001, est le résultat de la conjugaison de deux éléments. Le premier reposait sur l'unité d'action entre les révolutionnaires et les réformistes dans le mouvement contre les effets de la mondialisation capitaliste. Le second avait trait à la recherche d'alliances électorales de la part du parti réformiste de gauche Synaspismos, en raison de sa faiblesse. En effet, ce parti risquait de ne pas atteindre le seuil de 3% nécessaire pour entrer dans le parlement en Grèce.

Ces deux éléments nous ont donné la possibilité de mettre en œuvre une tactique de front unique. J'emploie le terme de «tactique de front unique» parce qu'en réalité, du fait de la différence de dimension entre les réformistes et la gauche radicale, nous ne pouvons parler d'un Front unique au sens traditionnel du terme, au sens de celui en vogue dans les années 20 ou 30 du siècle passé.

Au cours de la dernière décennie, SYRIZA est passé au travers de nombreuses phases différentes. Unité d'action dans les mouvements, soutien à des mouvements comme celui qui est parvenu avec succès, en 2007, à bloquer les efforts en vue de changer la Constitution qui devait permettre la privatisation des universités ou encore la révolte des jeunes – qui s'inscrivait dans un climat de corruption, de détournement de l'argent public et de début d'une crise sociale – en décembre 2008, avec un jeune étudiant de 15 ans tué: Alexandros Grigoriopoulos.

La coalition a aussi connu des divisions comme lors des élections au parlement européen en 2004 ou lors des élections nationales en 2010. Ces divisions se sont produites lorsque la direction réformiste a tenté de créer une alliance avec la social-démocratie (PASOK) sans que les courants de gauche, divers, puissent disposer d'une position hégémonique dans cette alliance.

SYRIZA ne peut donc constituer un modèle si on considère cette coalition de forces indépendantes (avec leurs journaux, leur fonctionnement) en dehors du contexte du mouvement social et politique de résistance. ainsi que de la place politique acquise par la gauche en Grèce. Celle-ci – et je parle de la gauche, non pas du centre gauche – représente environ 33% des votes (SYRIZA, KKE, soit le PC, et ANTARSYA). Il y a, en outre, environ 45 organisations anticapitalistes radicales.

2° Si nous voulons tenter d'expliquer les succès de SYRIZA, nous devons garder à l'esprit que la classe laborieuse de Grèce a mené de nombreuses luttes au cours des dernières années pour mettre à bas les politiques de la classe dominante: plus de 29 grèves générales (ou journées de grève) – dont trois d'entre elles de plus de 48 heures –, l'occupation de bâtiments administratifs, le mouvement des Indignés grecs qui a occupé les parcs (entre autres la place Syntagma à Athènes), le mouve-

ment «Nous ne payerons pas!» contre les impôts injustes ou contre l'augmentation du prix des transports publics, et les taxes pour utiliser les autoroutes et les routes privatisées, etc.

En dépit d'un recul des luttes, au cours de la fin 2012 et du tout début 2013, il ne faudrait pas oublier des luttes significatives impliquant les travailleurs du métro et des marins, des paysans dans les rues lors d'une grève générale le 20 février ainsi que la décision déjà prise d'une grève dans l'éducation au cours de la deuxième semaine de mars. Nous ne devons pas omettre que ce mouvement a fait tomber deux gouvernements: celui du PASOK de Georges Papandréou Jr ainsi que celui du technocrate et financier Lucas Papademos.

Malgré cela, il est vrai le mouvement social de résistance n'est pas parvenu à renverser la politique de la classe dominante. C'est pour cela qu'il cherche à le faire, lorsque la situation s'est présentée en mai et juin 2012, par le moyen du bulletin de vote. Le peuple travailleur utilise SYRIZA à cet effet, comme un «outil» et non pas le Parti communiste (KKE) qui enregistrait des résultats deux fois plus élevés que SYRIZA auparavant.

Trois raisons sont à l'origine de cela: SYRIZA était active dans le mouvement (au contraire du Parti communiste qui appliquait une politique profondément sectaire); SYRIZA fournissait une alternative politique – par sa revendication d'un gouvernement de gauche – et, enfin, elle appelait à l'unité de la gauche, en particulier une unité entre SYRIZA, le Parti communiste et ANTARSYA, au-delà des divergences et en partant des besoins exprimés de la majorité populaire. Nous ne devons également pas oublier que lors de l'entre-élection [de mai-juin 2012], SYRIZA a résisté avec fermeté à toutes les pressions pour qu'elle rejoigne un gouvernement «de salut national» avec les partis bourgeois.

3° Il semble actuellement qu'en plus des luttes, SYRIZA soit l'instrument politique que le peuple travailleur utilisera. Une erreur élémentaire faite par les camarades du Parti communiste et d'ANTARSYA (Front de la gauche anticapitaliste) réside dans le fait qu'ils voient le gouvernement de gauche comme une force qui ménagera simplement le capitalisme. Ceux qui l'affirment transforment, en réalité, le point initial de la discussion pour un gouvernement de gauche, en utilisant l'exemple de la gestion et la défaite électorale particulière pour la gauche d'AKEL (Parti progressiste du peuple travailleur) à Chypre, en février 2013, élections qui marquèrent une défaite de Dimitris Christofias (AKEL) face à la droite représentée par Nicos Anastasiades.

Au contraire d'AKEL et d'autres partis de centre-gauche, SYRIZA a abouti à cet objectif transitoire de gouvernement de gauche – dans la situation spécifique de la Grèce – sur la base d'un accord programmatique portant sur l'annulation des Mémoires (les trois plans d'austérité concoctés par la Troïka et un secteur des classes dominantes grecques) et sur le renversement des politiques de la classe dominante.

La discussion doit, par conséquent, porter sur les conditions qui doivent nous permettre d'atteindre l'objectif d'un gouvernement de gauche comme résultat d'une vague de luttes tout en gardant à l'esprit le fait qu'un tel gouvernement n'est pas un objectif final, mais un pas transitoire qui renforcera la confiance en eux-mêmes des salarié·e·s, de leurs alliés et le

pouvoir des travailleurs et des travailleuses en lutte.

4° Il est manifeste que la direction réformiste de Synaspismos a une approche qui envisage la constitution d'un gouvernement de gauche comme devant être le résultat à atteindre avant tout au travers de tactiques purement électorales. C'est la raison pour laquelle elle s'adapte aux pressions dites réalistes et tente de gagner des votes en approchant des secteurs politiques social-démocrates, plus exactement issus d'une politique social-libérale.

Dans le but de conduire une opposition claire, transparente et loyale à cette tactique nous avons fondé, lors de la dernière conférence de SYRIZA, la Plateforme de gauche (qui réunit le «courant de gauche» de Synaspismos et les forces du Rproject), créant une opposition de gauche soutenue par 27% des voix au sein de SYRIZA.

Rproject représente un quart de la Plateforme de gauche. Il s'agit d'un réseau «rouge» de militant·e·s et d'organisations qui mènent des luttes non seulement dans le champ politique national, mais aussi au sein des structures locales de SYRIZA et sur les lieux de travail, ainsi que dans les syndicats où une réorganisation s'annonce sous les coups de la crise économique et de celle des partis gouvernementaux. Rproject tente de construire un rassemblement de forces suffisant pour constituer un obstacle aux oscillations adaptationnistes de la direction réformisante de SYRIZA.

Nous nous sommes engagés et avons été entendus sur le programme de base de SYRIZA qui s'engage: à une annulation unilatérale des mémorandums ainsi qu'à la résiliation des accords de prêt; au renversement de toutes les lois d'austérité; à l'augmentation des salaires et des pensions de retraite dans des limites qui tiennent compte de l'ampleur de la crise; en défense des écoles publiques et des hôpitaux publics; à la nationalisation des banques et à la renationalisation – sous contrôle populaire – des grandes entreprises publiques qui auraient été déjà privatisées (comme par exemple une partie stratégique du port du Pirée aux mains de l'entreprise chinoise COSCO); à une forte taxation des capitaux; à une bataille pour la rétrocession des capitaux qui ont quitté le pays; à un contrôle des flux de capitaux. Il s'agit en fait d'un programme transitoire ouvrant des possibilités pour que la classe laborieuse et ses alliés gagnent une majorité décidée, pratiquement, à avancer en direction du renversement du capitalisme et cela dans une perspective socialiste qui doit se dessiner avec plus de précision au cours des luttes et des débats qui doivent les accompagner, à l'échelle nationale et, au moins, européenne.

5° La différence principale avec les camarades d'ANTAR-SYA (coalition qui réunit une dizaine de groupes qui a obtenu

0,33% des votes en juin 2012) est fondée sur le fait que SYRIZA ne soutient pas une sortie de la zone euro ainsi que de l'Union européenne.

Leur argument principal est que l'euro constitue l'instrument politique de la classe dominante. Nous pensons que SYRIZA soutient une position plus correcte: «Pas un seul sacrifice pour l'euro». Laissons de côté le fait qu'un secteur minoritaire de la classe dominante soutient la sortie de la zone euro en raison de ses espérances qu'au travers d'une dévaluation de la monnaie il parviendra à réduire plus encore la valeur de la force de travail.

De plus, quelqu'un est-il à même de me donner un exemple d'une monnaie qui ne soit pas un instrument politique aux mains de la classe dominante? Je ne veux même pas insister sur les effets d'une sortie de l'euro en faveur de secteurs capitalistes qui disposent de fonds importants en dehors de la Grèce et des effets divers sur la classe ouvrière, les petits paysans, etc.

La gauche doit commencer le difficile combat contre l'austérité et non pas s'enfermer dans des dilemmes (euro-drachme) venant de la classe dominante. Si, en outre, vous deviez sortir de cet euro, ce n'est que par un puissant mouvement de défense des salaires et des pensions de retraite et cela dans une politique qui implique un processus s'étendant au-delà de la Grèce et synchronisé, dans des formes et rythmes différents, avec d'autres pays dits de la périphérie et en tissant des liens avec les secteurs les plus combatifs de la classe ouvrière allemande et française entre autres.

6° Mon dernier point concerne la lutte contre les fascistes, les néonazis d'Aube dorée. Il s'agit d'un front de lutte important. Le point essentiel est que les fascistes ont échoué – du moins jusqu'à maintenant – à gagner les rues, l'espace public, en dehors d'actions ponctuelles. Mais cela dépend d'un fait: il faut que l'initiative de masse reste dans les mains de la gauche, laquelle est parvenue, pour l'heure, à répondre par l'unité d'action dans ce domaine (à l'exception, une fois encore, du Parti communiste grec, qui agit de manière sectaire et séparée, bien que des débats commencent en son sein).

La lutte est commune à l'échelle internationale et européenne, et là où la chaîne est rompue se créera les conditions pour relancer une gauche européenne radicale plus crédible. S'il se trouve que le maillon faible est la Grèce, j'espère que nous y répondrons en étant aptes à vaincre la première étape qui nécessitera une solidarité massive pour la consolider.

<http://alencontre.org/europe/grece-depression-et-role-de-la-gauche-de-syriza.html>

Les militants et les militantes communistes qui rédigent ce journal contribuent à :

Démontrer que le capitalisme n'est pas la fin de l'histoire.

Reforger une conscience politique du prolétariat sévèrement mise à mal par l'expérience des États dits « socialistes » et par le triste bilan des gouvernements de « gauche ».

Affirmer et **défendre**, en toutes circonstances, l'indépendance politique du prolétariat vis-à-vis de la bourgeoisie.

Promouvoir la nécessaire libération du capitalisme en réaffirmant que « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ».

Faire émerger l'indispensable unité internationale du prolétariat pour en finir avec la mondialisation et ses guerres impérialistes.

Militer pour l'organisation du prolétariat « *en classe et donc en parti politique* ».



Site Internet : <http://www.promethee-1871.com>
Prenez contact avec nous : club.promethee@gmail.com

Date de bouclage : 25 mars 2013 - Directeur de la publication : Emile Fabrol - ISSN : 1142-2254